

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant. Beaucoup d'études entreprises par les comités de la Chambre, y compris le comité spécial sur les handicapés et les invalides, le comité des affaires des anciens combattants et d'autres, ont révélé qu'il faudrait réellement procéder à des enquêtes indépendantes à la suite d'allégations faites par des anciens combattants autochtones. Le premier ministre suppléant s'engagera-t-il à recommander au cabinet que des fonds soient mis de côté pour entreprendre une telle enquête indépendante?

L'hon. Jean-Luc Pepin (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, je prends note de la question. Les efforts fournis par le Canada dans ce domaine sont bien connus. Il y a même eu un comité chargé d'étudier cette question. Je me renseignerai cependant sur l'aspect particulier de l'affaire qu'a soulevé le député.

* * *

[Français]

LE BILINGUISME

LA POLITIQUE À L'INTENTION DES ASSOCIATIONS NATIONALES DE SPORT AMATEUR

M. Raymond Dupont (Chambly): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Santé et Sport amateur): Dans une déclaration antérieure, le ministre avait annoncé que son ministère était prêt à aider les dirigeants de 22 organisations sportives à améliorer leurs services dans les deux langues officielles au Canada.

Or, le ministre vient d'annoncer la politique sur le bilinguisme à l'intention des associations nationales de sport amateur subventionnées par le gouvernement fédéral. Est-ce que le ministre pourrait renseigner cette Chambre sur la façon dont les services de ces associations seront améliorés pour les athlètes francophones?

L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)): Monsieur le Président, je voudrais tout simplement dire une fois de plus qu'en ce qui a trait aux principes de base, il est sûr et certain que le gouvernement canadien n'a pas changé sa politique, c'est-à-dire qu'il veut parvenir à faire fournir tous les services dans les deux langues officielles du Canada, et ce d'ici un an. Il a été établi que cette année il y aurait 22 organismes nationaux qui fourniraient ces services, et à ce titre ils reçoivent 50 p. 100 de toutes leurs subventions du gouvernement fédéral.

Quant à l'Association olympique canadienne, qui n'est pas impliquée dans cette politique, monsieur le Président, j'avais tout simplement à choisir entre exiger que l'Association olympique canadienne s'y conforme ou ne pas lui donner d'argent et ainsi priver nos athlètes de se rendre à Los Angeles. Je préfère et de loin, parce que c'est mon rôle, aider les athlètes, qu'ils

Questions orales

soient francophones ou anglophones, afin qu'ils puissent participer aux Jeux olympiques, et je ne veux absolument pas impliquer en ce moment l'Association olympique canadienne quant à cette politique.

Mais l'année prochaine, l'Association olympique canadienne sera soumise, au même titre que les autres, à la nouvelle politique. Mon plus grand désir, c'est que tous les athlètes canadiens, de langue française ou de langue anglaise, puissent participer aux Jeux olympiques de Los Angeles; c'est pour cette raison qu'elle n'est pas dans le groupe des 22 fédérations que j'ai choisies.

[Traduction]

M. le Président: La parole est au député de Parry-Sound-Muskoka.

Des voix: Bravo!

M. Darling: Monsieur le Président, vu ces applaudissements, vous aurez sans doute compris que j'ai dû participer à la période des questions ce matin en même temps que mes collègues pour dire que même les députés de l'arrière-ban ont des questions importantes à poser.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES RECOMMANDATIONS DU SOUS-COMITÉ DES PLUIES ACIDES

M. Stan Darling (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. J'imagine qu'il espérait qu'on lui pose une question aujourd'hui. Comme il le sait, le sous-comité des pluies acides a déposé un rapport à la Chambre ce matin. Je voudrais qu'il nous dise s'il souscrit aux recommandations formulées par le comité après littéralement des milliers d'heures d'examen, d'audiences, et ainsi de suite.

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, avant de répondre au député, je tiens à dire à quel point j'apprécie tout ce qu'il a accompli au cours des années à propos du problème des pluies acides.

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Je sais en effet qu'il était extrêmement actif dans ce domaine longtemps avant qu'on me confie cette tâche.

Quant aux recommandations contenues dans le rapport en question, je suis en train de les examiner. Comme la Chambre le sait, le rapport a été communiqué il y a trois heures. Toutes les recommandations sont importantes et je les étudierai attentivement. Je ferai certes de mon mieux dans le cas de celles auxquelles on pourrait donner suite d'ici peu. Les recommandations que nous pourrions appliquer à long terme seront mises en œuvre et, en ce qui a trait aux autres, je donnerai une réponse en temps et lieu aux membres du comité.